

Aujourd'hui :

**VERSEZ A LA
COLLECTE !**

Technocentre Renault Guyancourt

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

458 868 euros :

Le cadeau de Noël
de De Los Mozos

l'étincelle



des travailleurs communiste révolutionnaire

mardi 5 décembre 2017

Esclavage en Libye : *Les responsabilités du gouvernement français*

Les images diffusées sur CNN le 14 novembre ont fait le tour du monde : en Libye, des réfugiés sont vendus aux enchères comme esclaves pour quelques centaines d'euros. Les passeurs qui profitent de la détresse des migrants pour leur extorquer de l'argent sont des êtres immondes. Ceux qui trouvent normal de faire commerce d'êtres humains aussi. Mais que dire alors de ceux qui tirent les ficelles ?

Visiblement agacé par certaines questions d'étudiants burkinabés lors de sa tournée africaine, Macron a eu le culot de lancer : « *Ce ne sont pas des Français qui sont en train de faire les passeurs en Libye. Ce sont des Africains.* » Sauf que ces trafics d'esclaves se passent dans des camps tenus par des miliciens que les États européens, France en tête, financent pour empêcher les migrants de rejoindre l'Europe. Et cela continue, qu'on sache ! « *Crime contre l'humanité* » a dit Macron. Bien sûr. Mais les criminels ne sont-ils pas aussi les commanditaires ?

Les porte-flingues... et leurs parrains

Face à l'afflux de migrants depuis 2010, les pays européens se sont hérissés de centaines de kilomètres de barbelés. La France n'est pas en reste. Mais cela ne tarit pas le flot de ceux qui fuient la misère, la guerre, le plus souvent les deux. Ceux qui nous gouvernent n'envisagent pas un instant de mettre à disposition des migrants une toute petite partie des immenses richesses que recèlent nos pays : la France s'était contentée de promettre d'accueillir avant fin 2017 seulement 30 000 réfugiés (sur plusieurs millions) et n'en a accueilli que le dixième.

Faut-il rappeler que les flics de Calais avaient l'ordre d'empêcher qu'on donne de l'eau aux bébés ? Et que les habitants de la Vallée de la Roya près de Menton qui ont aidé des mineurs isolés étrangers sont traînés devant la justice ? Mais pourquoi les gouvernants européens seraient-ils pris de compassion pour les migrants alors qu'ils consacrent leur temps, chacun dans son pays, à pondre des lois pour jeter des familles entières dans le besoin ?

Ce que veulent les dirigeants européens, c'est dissuader les candidats à l'émigration. Pour cela, il

faut que le parcours d'un migrant devienne un enfer pire que celui qu'il a quitté, pire que les enlèvements et les meurtres de Boko Haram au Nigeria, pire que les bombes et les gaz d'Assad en Syrie. Et, surtout, il faut que ça se sache. Pour que les autres renoncent à quitter leur misère pour ne pas plonger dans une horreur plus grande encore, aux mains de mafias qui, en Libye ou ailleurs, détroussent, rançonnent, violent, torturent, vendent, tuent.

L'enfer libyen : une situation prévisible

Depuis que, sous Sarkozy, les avions français ont bombardé la Libye et chassé Kadhafi, le pays est aux mains de milices qui terrorisent et rançonnent la population. Demander à la Libye qu'elle retienne les migrants revenait à confier *de facto* à ces milices la « gestion » des camps de « rétention », des camps immondes régulièrement dénoncés dans la presse et héritiers des camps tout aussi immondes qui existaient déjà sous Kadhafi.

Les garde-côtes libyens, dont la brutalité n'a rien à envier à celle des miliciens, sont officiellement financés par l'Union européenne. Les militaires européens de l'opération Sophia leur signalent les embarcations de migrants. Ceux qui sont ainsi arraisonnés sont livrés aux mafias qui gèrent les camps. Les dirigeants européens ne peuvent pas ignorer comment s'y prennent les brutes sanguinaires qu'ils ont embauchées.

Il ne s'agit donc pas de simple complicité pour avoir « fermé les yeux » sur les basses œuvres de leurs sbires. Les gouvernants des pays riches d'Europe savaient comment ceux-ci allaient opérer et c'est la raison pour laquelle ils les ont choisis. Ils les ont lâchés sur les migrants africains comme on lâche les chiens. Des chiens à l'image du cynisme et de l'inhumanité de leurs maîtres.

Enquête Haython

Depuis le lancement de l'enquête Hay, la direction suit son taux de participation comme le lait sur le feu. Chaque jour, la société Hay transmet à Renault le nombre de salariés ayant répondu par direction. Des relances sont ensuite cascadiées depuis la direction centrale pour traquer les resquilleurs jusque dans les UET ! Le but est d'avoir une participation supérieure à l'an dernier pour que la direction s'en auto-glorifie, sans que cela ne change rien aux problèmes pointés dans l'enquête au vu des derniers plans d'action. C'est comme au Téléthon, sauf que la participation des salariés n'a aucun impact sur la maladie.

Déformation du plan

Les Métiers Days de la DEA-T ont été inclus dans le plan de formation. Ces présentations (de courtes présentations par des collègues de leur propre métier) sont pourtant loin d'être de vraies formations professionnelles. Une manière d'augmenter le taux de réalisation du plan de formation à moindre coût.

Les obsédés du processus

Les salariés de l'Ingénierie méconnaissaient-ils les processus de l'entreprise ? Ne les respecteraient-ils pas assez ? Les problèmes de qualité ne viendraient-ils pas de là, alors que se profile l'exigence de certification des centres d'Ingénierie ? La direction en semble convaincue, et lance à marche forcée des formations sur les processus, comme à la DEV.

Comme s'il n'y avait aucun rapport entre le non-respect de ces processus et le fait qu'on travaille dans l'urgence, en subissant régulièrement réorganisations internes, externalisations en WorkPackage et création de nouveaux standards !

Déménagement couleur locale

Les salariés de la Supply Chain, qui doivent déménager à Vélizy en 2018, ont passé un entretien avec leur N+1 pour faire le point sur leurs difficultés liées au déménagement. Lors de celui-ci, une couleur a été choisie pour qualifier la situation de chacun : vert (pas de problème), orange (aide à la mobilité contestée) ou rouge (cas difficile, pas de solution). Et que compte faire la direction quand le feu est au rouge ou à l'orange : elle s'arrête ou elle appuie sur l'accélérateur pour passer en force ?

Le joyeux Noël des directeurs

De Los Mozos, directeur des Fabrications et de la Logistique et membre du Comité exécutif de Renault, vient de vendre 5 309 actions Renault selon l'AMF. Il a puisé dans ses « actions de performance », versées gratuitement et régulièrement aux dirigeants du Groupe. À 86,4321 € l'action, il a engrangé 458 868 € d'un coup. 33 ans de SMIC : une performance en effet !

Culte de la performance : le handicap

Nouvelle opération de com' de Renault qui vient de signer un partenariat avec Handicap International visant à « *amplifier l'engagement [de Renault] en faveur de l'inclusion [professionnelle des handicapés], à l'international* ». Sauf qu'au national, les travailleurs ayant un handicap sont toujours aussi peu dans l'Ingénierie (3 % à Guyancourt contre 7 % à Cléon ou 11 % à Douai), et que leur quotidien au travail, leur mobilité et promotion internes restent semés d'embûches. La course à la compétitivité et à la performance, voilà le vrai handicap de Renault !

En voiture vers l'ElectricGate

Développement d'une seule base de moteurs Diesel en 2023 au lieu de 3 actuellement, annonce du gel de projets Diesel dès la norme EU6d-full... : de quoi susciter l'inquiétude chez les salariés de ces secteurs. Renault, comme d'autres constructeurs automobiles, est en train de lâcher le diesel pour le Véhicule Electrique (VE), sous prétexte de protection de l'environnement. Sauf que cette nouvelle marotte nécessite des batteries fabriquées à base de lithium ou de cobalt extraits dans des régions où n'existent ni protection de l'environnement ni droit du travail. Quant à la production d'électricité pour alimenter ces batteries, elle se fait principalement par des moyens bien peu écolos : centrales nucléaires, à charbon... Qu'importe pour les capitalistes, c'est toujours : après nos profits, le déluge !

CEFini

La cour de cassation vient de donner définitivement raison à 16 salariés de Renault Guyancourt qui avaient refusé de se faire débiter certaines formations de leur CEF (Compte Epargne Formation créé lors du passage de Renault aux 35h en 1999). Le conseil des prud'hommes leur avait donné raison en 2014. Renault avait fait appel, et perdu, en 2016 (les salariés obtenant 38 000 € d'indemnités et le recrédit d'environ 1500 h de CEF), puis s'était pourvu en cassation. Renault a également été condamné pour débit illégal du CEF à Lardy, Cléon ou au TGI de Nanterre. Mais la direction n'a jamais reconnu ses torts... jusqu'à devoir abandonner le CEF en 2013.

Renault Cléon solidaire

Mardi 28 novembre, une trentaine de salariés de PEI (prestataire du nettoyage à Cléon) et de Renault ont accompagné un salarié de PEI à un entretien pouvant déboucher sur son licenciement. Ce collègue a été mis à pied pour avoir protesté contre le manque de moyens pour travailler et des erreurs répétées sur sa paye. Plus de 300 salariés de la fonderie de Cléon ont aussi signé une pétition. Des actions qui montrent que Solidarité et Cléon font bon ménage.